

POUR DE NOUVEAUX CRITERES DE GESTION

Paul BOCCARA

En partant de la longue étude publiée dans « Issues », intitulée « Pour de nouveaux critères de gestion, quelques pistes pour la recherche et l'expérimentation », étude qui commence seulement à développer une nouvelle problématique (1), nous présentons ici quelques problèmes et quelques outils possibles d'une gestion nouvelle, transformatrice. Malgré leur « technicité » relative, ces outils sont encore à l'état d'ébauches de prototypes, qu'il faudrait élaborer encore... avec les efforts pour les mettre en pratique à travers les luttes.

La croissance commandée par la rentabilité capitaliste a développé les gâchis des capitaux matériels, du capital financier, des travailleurs et de leurs familles, dans des conditions telles que cela a provoqué la crise de structure actuelle d'une gravité sans précédent.

Cependant, avec l'évolution de la crise, ces gâchis s'aggravent encore, de façon nouvelle, faisant que la crise s'approfondit et que ses maux comme le chômage progressent.

La nouvelle politique économique, impulsée par le gouvernement de gauche et la nouvelle majorité, s'efforce par les financements de type public incitateurs des entreprises privées et désormais aussi par le financement et l'action des nationalisations étendues, industrielles et financières, de favoriser l'emploi, la formation, la recherche et l'investissement productif.

Le financement de type public et les entreprises publiques ne connaissent pas en principe les exigences de la rentabilité financière. Mais les types de gestion commandés par la rentabilité financière privée dominant encore, non seulement dans le secteur privé, mais dans le secteur public sous la pression de l'environnement capitaliste et des modèles culturels.

Si l'on ne parvenait pas à s'émanciper graduellement de la dictature économique et culturelle

de la rentabilité capitaliste, tout particulièrement avec l'intervention des travailleurs dans la gestion, alors les efforts du nouveau gouvernement et de la nouvelle majorité pourraient ressembler aux efforts des Danaïdes de la légende qui ne pouvaient jamais remplir leur tonneau percé. Tous les financements accrus pour une relance en faveur de l'emploi et de la modernisation de la production nationale, seront sans cesse contrecarrés par les fuites financières dans les gâchis capitalistes, appelant sans cesse de nouveaux financements.

Le critère de la rentabilité financière des capitaux, c'est-à-dire du plus grand profit en monnaie possible par rapport au capital avancé en monnaie (capital que l'on cherche aussi à faire croître le plus possible) pousse en effet les deux facteurs profonds de la crise qui se renforcent l'un l'autre.

1. Gâcher d'abord les investissements productifs avec des moyens matériels trop coûteux relativement à la production, et augmenter de plus en plus les accumulations financières (y compris les exportations de capitaux) au détriment des investissements productifs efficaces et de l'emploi.

2. S'opposer aux salaires pour élever les profits et les accumulations financières, en diminuant l'emploi et la qualification, cassant le débouché et sapant la productivité.

I. Un critère de base nouveau pour une nouvelle productivité

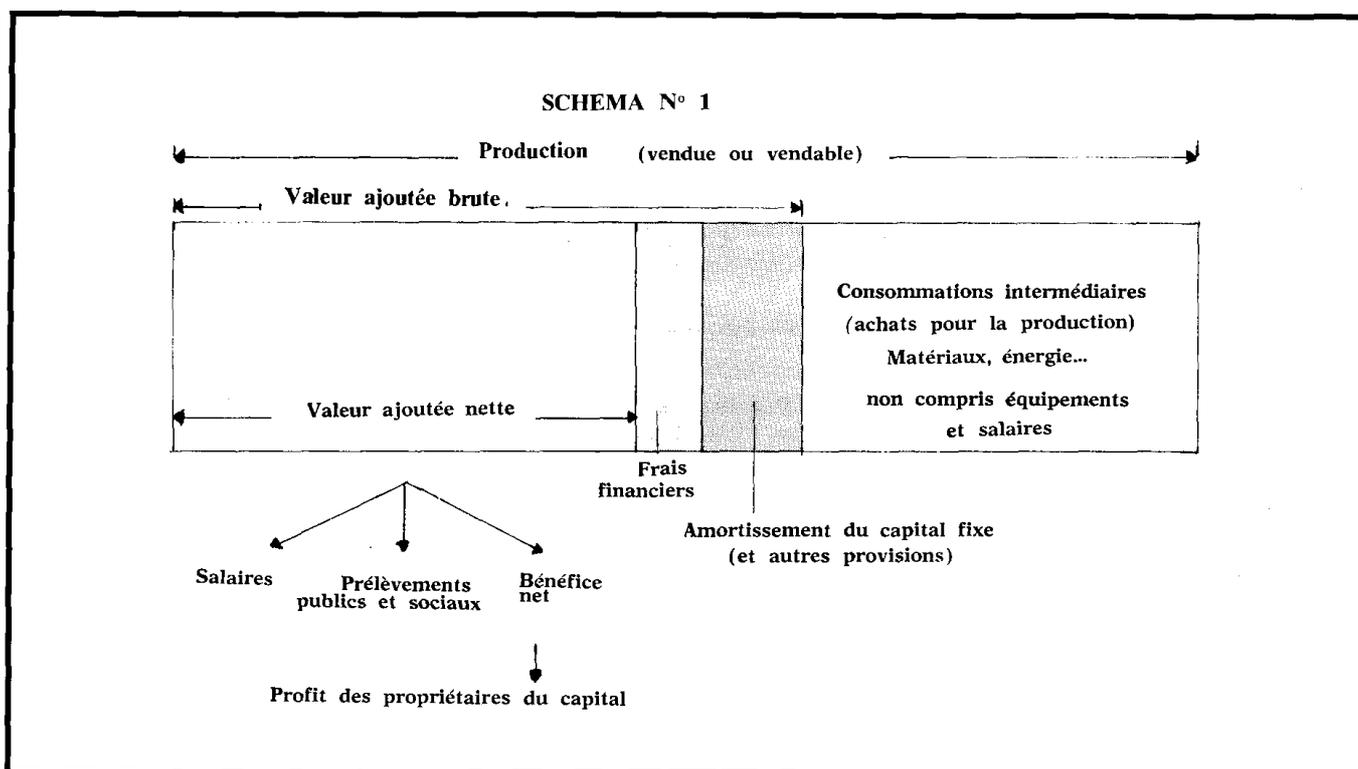
Le critère de base du taux de profit capitaliste, rapport « profit/capital » que l'on cherche à élever, pousse par son **numérateur** à limiter, dans la mesure du possible, les salaires pour augmenter les profits, et donc à réduire la part relative du capital avancé en salaire au **dénominateur**, en remplaçant, même de façon trop coûteuse, des travailleurs par des moyens de production matériels. J'ai proposé l'hypothèse d'un critère synthétique nouveau, suffisamment opposé dans son contenu à celui du taux de profit, mais assez proche dans sa forme cependant, de façon à être immédiatement opérationnel sur le marché actuel, le rapport en prix « valeur ajoutée/capital matériel avancé », ou VA/C (2).

Il ne s'agit pas de proposer une recette miracle, mais de partir d'un critère de base nouveau pour élaborer toute une série de critères pratiques dérivés. Il s'agit de replacer ces critères dans toute une construction complexe, conflictuelle et évolutive, dépendant des luttes.

● RAPPORT VA/C, MAXIMISATION DE LA VALEUR AJOUTÉE ET SALAIRES.

Si l'on considère le rapport ou la fraction VA/C, et la recherche de son élévation, la maximisation du numérateur « valeur ajoutée », ou VA, est celle de toute la production vendue (ou vendable suivant une autre façon de compter) moins les achats dits des consommations intermédiaires de la production. Cette maximisation de VA est donc loin de s'opposer à la croissance des salaires (emploi + qualification) ou encore des prélèvements publics et sociaux, pour relever le profit touché par les propriétaires des capitaux. En effet, salaires, prélèvements et profits, tous trois font partie de la valeur ajoutée. Cette maximisation de la VA pourrait d'autant moins s'opposer à cette croissance sociale des salaires et des prélèvements sociaux, que moins de bénéfice ou de profit serait réclamé pour faire croître le capital matériel (et financier) relativement à la production et, plus précisément, à la valeur ajoutée produite dans l'entreprise. (Schéma ci-dessous).

Cependant, dans la mesure où le jeu du critère peut favoriser la croissance de l'emploi, ainsi que celle des salaires, ne peut-il entraîner un gâchis



de salaires et au-delà plus largement un gâchis de travail vivant ?

Face à cette question, soulignons que la « valeur ajoutée » au sens de la comptabilité, ne résulte pas de l'addition des salaires, des prélèvements sociaux et des profits effectivement disponibles. Entre ces trois ensembles se distribue au contraire la « valeur ajoutée » produite en prix, déterminée elle-même par la production et par les marchés qui déterminent son prix de vente et les prix des achats effectués pour les consommations intermédiaires.

Cette valeur ajoutée provient du prix possible des produits vendus et achetés sur le marché où la concurrence s'exerce dans certaines conditions.

Dans la mesure où l'on chercherait à écarter les dominations capitalistes et financières sur les gestions, cette stimulation du marché pourrait davantage porter sur des rapports prix/coûts/qualité.

La motivation de l'intervention des travailleurs peut intervenir aussi pour réduire tous les gâchis véritables possibles. Il s'agirait de faire croître la valeur ajoutée disponible pour les travailleurs de l'entreprise et pour la société (la région, etc.) ►►

(1) *Issues*, cahiers de recherche de la revue *Economie et Politique*, N° 11, 4^e trimestre 81/1^{er} trimestre 82, pages 69 à 128.

(2) Voir notamment la table ronde sur « un nouveau type de croissance » dans *Economie et Politique*, de mars 1978.

Enfin, le profit est gonflé en prix, de façon inflationniste. Mais on peut dissuader de prétendre répondre au critère nouveau en gonflant aussi la valeur ajoutée totale par une mesure en francs constants de la valeur ajoutée, pour définir l'efficacité, en diminuant la valeur nominale en prix courants de la hausse générale des prix. Cela permettrait aussi de ne pas inclure la spéculation sur les stocks dans les résultats.

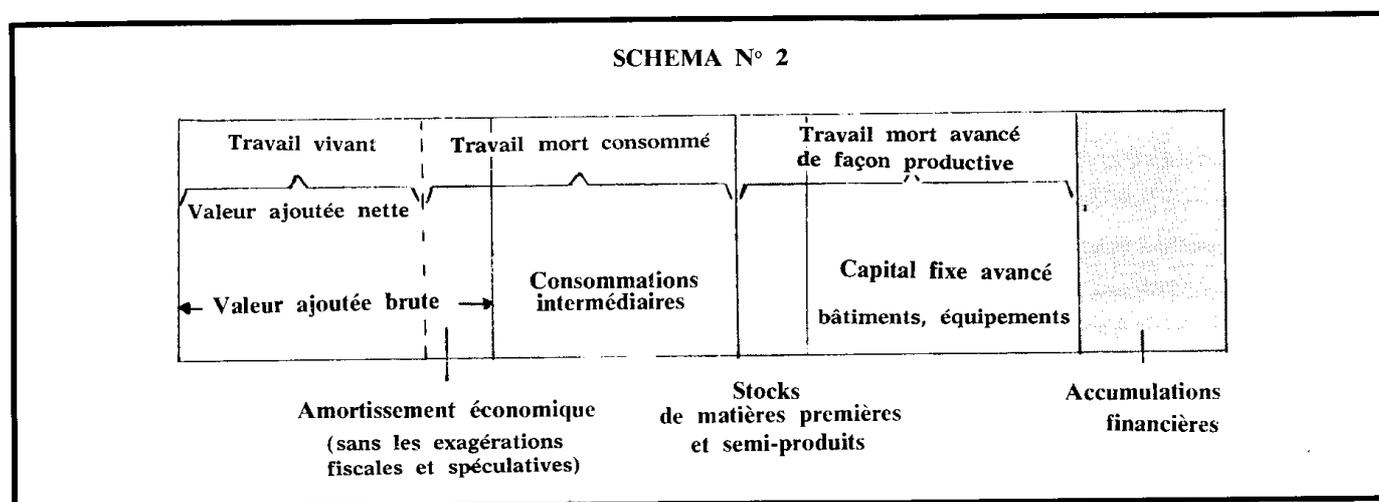
● ECONOMIES DE TRAVAIL MORT CONSOMME ET DE TRAVAIL MORT ACCUMULE AVANCE

Certes, les équipements, des moyens matériels cristallisant du travail passé ou mort, remplacent du travail vivant. Mais le même remplacement de travail vivant peut s'effectuer avec moins, beaucoup moins, de travail mort, tout en exigeant éventuellement du travail vivant plus qualifié, des dépenses de recherche et d'éducation.

C'est déjà massivement le cas dans la micro-électronique, tout particulièrement dans les commandes des équipements et des procédés, avec la révolution de l'automatisme (3). Même des équipements nouveaux additionnels (comme des robots) peuvent beaucoup diminuer finalement le capital matériel **relativement** à la production (par exemple dans la gestion des stocks pour les réduire).

Des économies considérables possibles s'annoncent aussi pour très bientôt dans la bio-chimie, avec l'économie des matériaux et de l'énergie.

A côté du critère de base N° 1 rapportant la valeur ajoutée au capital matériel avancé (somme du capital fixe et du stock-outil), on peut d'ailleurs considérer une sorte de critère bis faisant intervenir toutes les consommations intermédiaires, pour pousser toutes les économies matérielles. (voir schéma ci-dessous).



● LE SURPRODUIT POTENTIEL ET SON UTILISATION

La partie de la valeur ajoutée qui va au-delà des salaires (déjà fixés par contrat) correspond au surproduit. On peut décider de produire un surproduit **effectif** un peu moindre que le surproduit potentiel ou possible, afin de permettre une réduction du temps de travail. Celle-ci tend d'ailleurs à favoriser la productivité et donc de nouveau la croissance du surproduit potentiel.

Il convient de considérer en outre la question des normes de prélèvements publics et sociaux sur la valeur ajoutée.

Ces prélèvements sociaux s'opérant en concurrence avec les salaires directs, ils poussent en principe à la croissance du surproduit et à la lutte pour abaisser tous les coûts. Mais ils peuvent le faire pour autre chose que l'accumulation matérielle (et financière), avec de nouvelles motivations.

L'impôt sur le capital peut être accru en fonction de la croissance du capital, mais aussi en fonction de la faiblesse du rapport VA/C. Cet impôt peut ainsi frapper le gâchis du capital matériel et financier par rapport à la richesse matérielle additionnelle produite correspondante.

L'impôt sur les bénéfices pourrait s'élever en fonction croissante du « cash-flow » ou « excédent

brut d'exploitation » (profits + amortissements + provisions) et en fonction décroissante de son utilisation pour la production (pas seulement en investissements).

Les prélèvements de sécurité sociale pourraient se fonder sur un rapport « valeur ajoutée/salaires », pour relever les cotisations patronales en fonction de la hauteur de ce rapport, afin de favoriser l'emploi (et sa qualification) et de faire davantage payer ceux qui font relativement moins d'emplois et de salaires, tout en prélevant par leur « valeur ajoutée » en prix de la valeur produite par du travail ailleurs.

On peut considérer aussi des normes de prélèvements dans l'entreprise, concernant par exemple la formation permanente des travailleurs et les congés pour formation, le temps pour l'intervention dans la gestion et dans les recherches de l'entreprise, la participation à des opérations régionales d'intérêt collectif, à des centres de recherche plus ou moins publics, etc.

(3) C'est l'exemple célèbre cité en 1978, de la réduction de 35.000 fois en dix ans du prix des composants électroniques à puissance égale. (Rapport sur « l'informatisation de la société » 1978, p. 20). Aujourd'hui se poursuit encore « la diminution des coûts qui, pour une puce, par exemple, court au rythme de moins 17 % par an ». (*Industries et techniques* du 20-12-81). Dans la crise, ces progrès nouveaux de productivité, allant de pair avec l'insuffisance du débouché pour la consommation, développent le chômage massif.

D'une façon générale, l'antagonisme actuel de la croissance nouvelle des prélèvements sociaux obligatoires (impôts, cotisations, etc.) avec la rentabilité capitaliste pourrait tendre à être dépassé.

● CREDIT ET CRITERE DE BASE : NORMES PAR BRANCHES, JUGEMENT DES PROJETS

Les différences importantes, selon la branche, entre les compositions techniques des capitaux, c'est-à-dire entre les rapports « moyens matériels sur travail vivant », entraînent évidemment des rapports « valeur ajoutée/capital matériel » très différents. Les jugements concernant le crédit et le financement pourraient donc partir de normes différenciées, en considérant par exemple le rapport moyen existant dans chaque branche et son évolution.

En outre, il ne s'agit pas d'étrangler comme aujourd'hui une entreprise en difficulté. Le financement devrait pouvoir considérer non pas seulement les résultats actuels et passés, mais aussi les projets d'amélioration. Ce ne devrait plus être essentiellement les capacités financières de remboursement, et encore moins la surface financière de l'emprunteur, qui décideraient des crédits, mais bien davantage l'effet social dans la production du crédit accordé.

Enfin, en vue de consommations collectives, aux plans national et aussi régional, on pourrait utiliser davantage le crédit pour anticiper des prélèvements sociaux sur la valeur ajoutée.

II. Critères dérivés et implications globales des gestions des entreprises

● DANS VA/C : ENLEVER LES GACHIS FINANCIERS DE LA VALEUR AJOUTEE, AJOUTER LES GACHIS FINANCIERS AU CAPITAL

Considérons le numérateur. La valeur ajoutée, évaluée nette des amortissements est seule effectivement disponible. En outre, les amortissements, gonflés pour des raisons fiscales, le sont aussi pour dépouiller des activités de production et accumuler de façon financière, afin de rechercher des profits financiers. Aussi, il faut déduire l'amortissement des résultats.

Toutes les autres provisions financières devraient aussi être déduites pour des raisons analogues.

Les redevances financières proprement dites versées à des sociétés dominantes, etc., (et non les intérêts des emprunts eux-mêmes réglementés) pourraient aussi être déduites.

Enfin les produits financiers — revenus des titres et valeurs mobilières, redevances perçues, plus-value de cession, etc. —, devraient être déduites de la valeur ajoutée. Les intérêts reçus pour les dépôts (dans les conditions fixées par la réglementation du crédit), pourraient ne pas être décomptés (4).

Il s'agit par ces déductions, de mesurer l'efficacité en valeur ajoutée réellement produite dans l'entreprise et d'inciter à réduire la recherche de profits financiers ou certaines accumulations financières.

Considérons le dénominateur. On peut ajouter aux capitaux matériels, les amortissements et provisions, le fonds de roulement, toutes les immobilisations en valeurs et autres titres (actions, obligations, etc.).

Bien sûr, il y a une contradiction entre l'exclusion des produits financiers et la prise en compte des capitaux financiers correspondants. Cependant, il ne s'agit pas ici d'un critère de rendement financier, mais d'un critère visant à décourager la croissance financière (à l'exclusion des crédits strictement nécessaires à la croissance de la production).

● QUELQUES CRITERES DERIVES, D'INVESTISSEMENT, D'EMPLOI, ETC.

Comme critère d'efficacité sociale des investissements, on peut établir tout simplement le critère $\Delta VA/\Delta C$, c'est-à-dire valeur ajoutée additionnelle sur capital matériel (et financier) additionnel ou investissement (5).

On peut également juger de la sorte, le phénomène de rétroaction de l'investissement sur le rapport global antérieur VA/C , parce qu'il améliore l'efficacité du stock déjà accumulé, en majorant le ΔVA correspondant des effets sur la VA antérieure, ou en minimisant ΔC de ces effets sur le C total antérieur.

Mais il ne s'agit pas d'élever le rapport VA/C en soi, sans chercher, en même temps, la croissance absolue de la valeur ajoutée elle-même, pour accroître l'emploi et les salaires, les prélèvements sociaux et donc la demande sociale favorisant à son tour l'emploi, dans les nouvelles conditions de productivité.

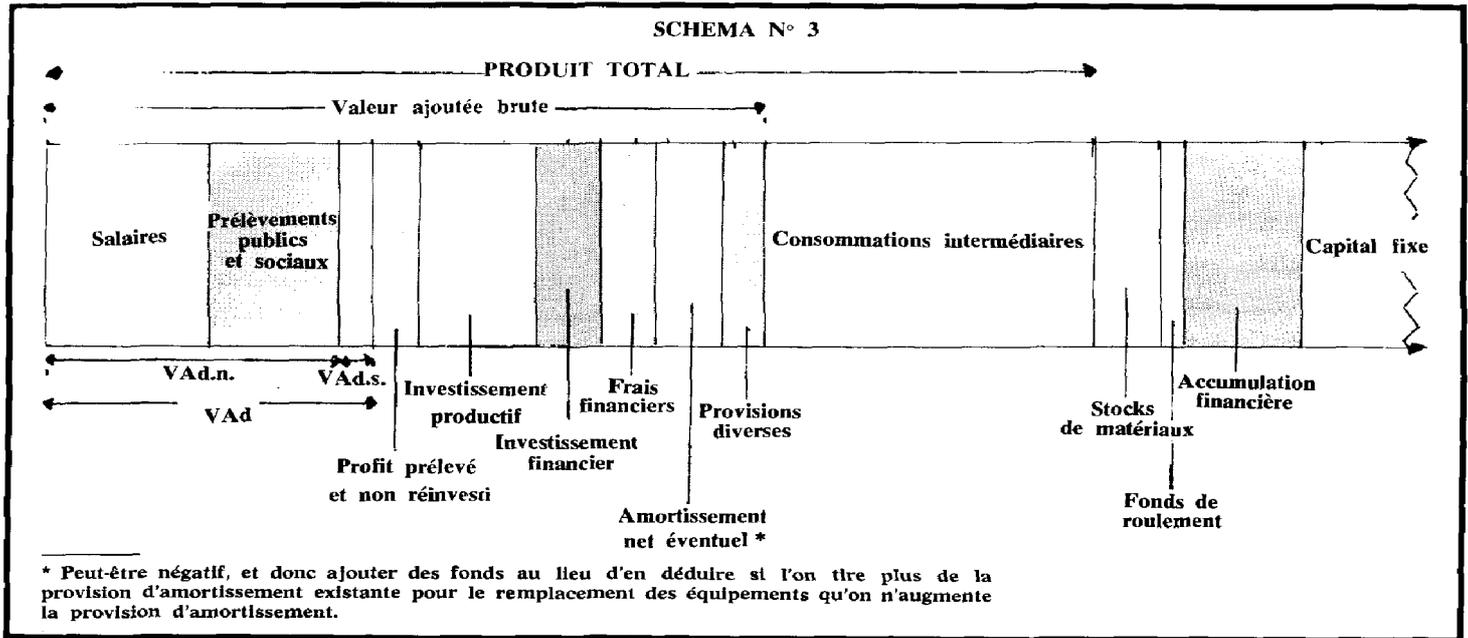
On peut considérer, plus précisément la croissance de la valeur ajoutée, **déduction faite du capital matériel (et financier) additionnel** avancé, c'est-à-dire des investissements matériels (et financiers) dont la dépense est prélevée sur la valeur ajoutée et déduction faite des **profits** prélevés par les propriétaires du capital et **non réinvestis** dans l'entreprise. On peut l'appeler la **valeur ajoutée disponible**, disponible pour les travailleurs et les prélèvements publics et sociaux (6).

On peut définir la **valeur ajoutée disponible nécessaire**, soit $VAdn$, correspondant aux salaires et aux prélèvements publics ou sociaux, en fonction de l'emploi et des autres conditions d'exploitation selon les normes en vigueur et les accords contractuels. Au delà, on peut distinguer la **valeur ajoutée disponible supplémentaire**, ou $Vads$, dans la mesure où le solde final des résultats de l'entreprise ne serait plus nécessairement du profit. Afin d'aboutir à la $Vads$, on doit opérer les soustractions suivantes, indiquant tout ce qu'il faut pouvoir compresser, au plan financier et par des innovations

(4) La prise en compte des intérêts perçus et versés vise à ne pas gêner les opérations de crédit, dans la mesure où elles respectent une réglementation nouvelle dans le cadre des orientations du plan visant à éviter les gâchis financiers.

(5) La lettre grecque Δ (delta) signifie « accroissement de » ou « additionnel ».

(6) Il faudrait distinguer, par ailleurs, dans les prélèvements publics, tout ce qui revient pour aider au financement des investissements et tout ce qui devient consommation collective (y compris les investissements correspondants) en y comptant aussi sans doute les aides à la recherche pour la production.



technologiques, pour faire croître la VAdn et la VAd.s. (voir schéma et tableau page suivante).

Le besoin de financement éventuel peut être couvert soit par un emprunt, soit par des apports en capital (des propriétaires publics, mixtes ou privés), soit par des aides et subventions de type public.

Dans la période suivante ou l'année 2, en mettant tous les mêmes éléments en accroissements (Δ = accroissement), on peut considérer : ΔVA brute — $\Delta VAdn$ — tous les autres éléments en $\Delta = VAd.s.$ additionnelle (correspondant à ΔVA).

A l'investissement ΔC ou l'année 1, pourraient donc être associés son effet sur ΔVA dans les années 1, 2, 3 etc. son effet sur la VAd.s. dans l'année 1 dans la mesure où il est prélevé sur la

On peut envisager aussi des **critères d'emploi**. Il ne s'agit pas d'utiliser un critère de type « VA/emploi ». Un tel critère faisant le silence sur l'investissement corrélatif, pourrait conduire, pour augmenter la valeur ajoutée produite mesurée en prix, au remplacement excessif de travailleurs par des moyens de production, au gâchis du travail mort et au chômage, exactement comme dans le processus de la crise actuelle. Partant, au contraire, de la valeur ajoutée disponible (hors investissements nécessaires et profits non réinvestis), on pourrait établir un rapport :

$$VAdn + VAd.s. \text{ additionnelle} / \Delta \text{ emploi.}$$

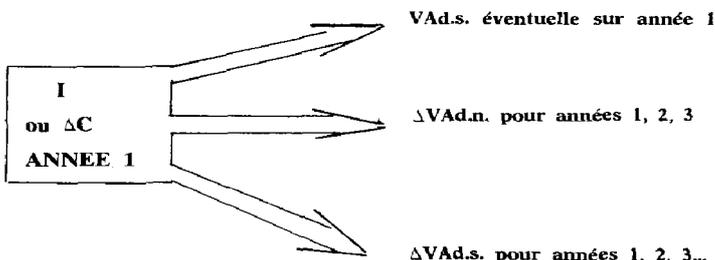
Le but d'augmentation de la production vendue sur le marché et donc **de la valeur ajoutée** (en francs constants) de l'entreprise et non seulement de réduction des coûts de la production, **sur la base d'une efficacité nouvelle** de capital matériel et d'une productivité nouvelle du travail total est décisif. Il s'impose pour mieux répondre aux besoins sociaux et aussi pour faire croître l'emploi et l'ajuster aux emplois non marchands et à la population active. La seule réduction des coûts diminuerait le débouché (et la consommation).

Plus précisément la recherche de la croissance de la valeur ajoutée disponible signifie l'augmentation de l'emploi, des salaires et des prélèvements sociaux. Cela autoriserait donc, à la fois, l'augmentation du débouché, par l'accroissement de la demande, tout en s'appuyant sur une productivité supérieure.

La recherche de la **croissance de la VAd dans l'entreprise, s'appuyant sur l'élévation de VA/C**, peut ainsi constituer un critère de la gestion nouvelle.

Même s'il y a finalement un besoin de financement extérieur pour les investissements et l'emploi, cela permet d'abord de faire croître, d'année en année, la production réelle, en s'efforçant d'élever VA/C. Cela permet donc de faire croître avec la VA disponible nécessaire (VAdn), les salaires (l'emploi, la qualification, les conditions de travail) et les prélèvements sociaux, favorisant la productivité nouvelle et la demande.

SCHEMA N° 4



VA, et en outre la transformation de l'effet ΔVA en de la VAd.s. tenant compte des investissements projetés pour les années suivantes. Tout cela pourrait contribuer à mettre en lumière les diverses « contraintes » technologiques et financières à lever éventuellement, pour faire croître la VA, la VAdn et la VAd.s.

On pourrait noter le triple effet éventuel de l'investissement dans le rapport :

$$\Delta VAdn \text{ (des années 1, 2 et suivantes)} + VAd.s. \text{ (de l'année 1)} + VAd.s. \text{ additionnelle (des années 2 et suivantes)} / \Delta C \text{ de 1 (de l'année 1).}$$

ANNEE 1

PRODUIT TOTAL

A réduire dans le cadre de l'efficacité nouvelle technique et financière

moins

consommations intermédiaires

=

valeur ajoutée brute

moins

salaires ou frais de personnels

+

prélèvements sociaux y compris impôts sur la production et sur les bénéfices } **VAd.n.** (valeur ajoutée disponible nécessaire)

moins

provision d'amortissement additionnelle nette * (provision d'amortissement nouvelle, moins prélèvement sur la provision d'amortissement totale existante pour l'investissement de remplacement) et provisions diverses

moins

frais financiers stricts sur crédits (nets des intérêts reçus)

moins

A réduire le plus possible

redevances financières (nettes des produits financiers du même type)

moins

profit prélevé éventuellement pour les propriétaires du capital, non réinvesti dans l'entreprise (dividendes et autres éléments de profit prélevé, dissimulés)

moins

immobilisations financières nettes (valeurs, titres, etc.)

moins

A réduire dans le cadre de l'efficacité nouvelle

investissement productif brut

} immobilisations productives nouvelles (y compris remplacements)
} variation du fonds de roulement

=

Y (QUI PEUT ETRE POSITIF OU NEGATIF)

Si y est positif, c'est de la valeur ajoutée disponible supplémentaire ou **VAd.s.**
Si y est négatif, c'est un besoin de financement.

* Peut-être négatif, et donc ajouter des fonds au lieu d'en déduire si l'on tire plus de la provision d'amortissement existante pour le remplacement des équipements qu'on n'augmente la provision d'amortissement.

Ensuite, les taux de VAdn par salarié, résultant de normes contractuelles et publiques, pourraient être graduellement améliorés, surtout si, à travers les luttes et les propositions nouvelles, on cherche à réduire, relativement à la VA, le solde négatif éventuel des besoins de financement.

Enfin, même si l'on n'obtient pas de VA disponible supplémentaire (VAd.s) tout de suite, il est possible d'en dégager par la suite, sur la base

des décisions nouvelles technologiques, sociales, et financières, après déduction des frais correspondant aux emprunts nécessaires quelques années, sans parler des apports en capital et des aides. Si, le plus souvent, sans doute, aujourd'hui, le solde qui devrait conduire à de la VAd.s serait négatif, cela tient aux immenses gâchis financiers, aux immenses gâchis technologiques, matériels et humains, aux immenses sorties de

profits (affichées ou dissimulées) de l'entreprise pour nourrir des fortunes privées et la croissance de type financier. Certes, l'appel aux fonds disponibles en attente de dépenses et aux épargnes (non spéculatives) notamment des salariés, resterait normal. Mais cet appel pourrait se réduire, du moins pour les capitaux fixes, et être d'ailleurs davantage utilisé par les collectivités publiques et sociales, pour des anticipations sur leurs prélèvements sociaux.

Bien sûr, la recherche de la croissance de la VAd (VAdn et VAd) ou de la richesse additionnelle produite disponible pour les travailleurs et la société tend à s'opposer à l'élévation du taux d'exploitation, elle tend au contraire à le diminuer (7). Elle n'ira pas sans luttes très difficiles, ni transformations sociales et culturelles profondes. Mais elle ne signifie pas la seule croissance des salaires. Ensuite, elle se ferait sur la base d'une productivité supérieure. Enfin, cette recherche est compatible avec une certaine croissance des profits et de l'accumulation dans le secteur privé, si les taux de croissance de la production marchande se relèvent.

● IMPLICATIONS GLOBALES DE LA GESTION D'ENTREPRISE ET NIVEAU REGIONAL OU NATIONAL DE LA GESTION TRANSFORMATRICE NOUVELLE.

Il s'agit des effets pouvant éventuellement opposer l'amélioration des résultats dans une entreprise singulière, à l'amélioration à un niveau global. Il s'agit ensuite des dépenses sociales provoquées ou utilisées pour obtenir des résultats dans une entreprise.

En ce qui concerne les rapports de type VA/C, on peut aussi les mesurer à l'échelle globale, régionale ou nationale.

On peut aussi rapporter, aux plans régional et national, la croissance de la VAd à la population totale.

L'élévation du rapport VA/C dans certaines entreprises ou branches peut éventuellement ne pas entraîner une élévation plus globale. C'est possible, en raison notamment de la non-diffusion des effets des améliorations du rapport VA/C diminuant les coûts de l'entreprise sur ses prix pratiqués. Le contrôle de la diffusion peut notamment considérer la productivité en se référant aussi à des mesures directes de la productivité du travail total.

On peut favoriser le développement de centres semi-publics de recherche, de branches ou régionaux, permettant les recherches et la diffusion des applications, tendant à faire bénéficier toutes les entreprises concernées des économies d'échelles possibles.

On peut encore essayer de développer des enquêtes et analyses permettant de mettre en relation les activités des entreprises et les coûts induits dans les frais engagés au plan social, depuis la pollution jusqu'aux dépenses de recherche. On pourrait en tenir compte dans la taxation de ces entreprises.

(7) Voir plus haut la distinction nécessaire dans les prélèvements publics, entre ce qui va retourner à l'investissement productif public ou privé, et tous les éléments de la consommation sociale (y compris la recherche) qu'il conviendrait de faire croître relativement davantage.

Il faudrait enfin considérer la réduction du chômage par certaines productions nationales comme dans le cas de la réduction d'importations excessives, pour faire intervenir les économies de dépenses liées au chômage dans le calcul de l'efficacité des dépenses, au moins pour les premiers temps.

III. Articulation dynamique et conflictuelle de trois niveaux (capitaliste, marchand nouveau et non marchand) de gestion

Il ne s'agit pas de l'illusion d'un système de gestion nouveau à installer au moyen d'une dictature politique révolutionnaire de façon uniforme dans toute l'économie.

On peut envisager une construction à trois étages de trois niveaux : critères capitalistes, critères marchands nouveaux et critères non marchands.

Les contradictions objectives entre les trois niveaux de régulation et les critères correspondants n'empêchent pas cependant, la possibilité d'une combinaison évolutive à travers les luttes, avec un mouvement d'ensemble dynamique, ni l'élaboration de passerelles au plan des gestions.

● CONTRADICTIONS ET ARTICULATIONS ENTRE LE PREMIER NIVEAU CAPITALISTE ET LE DEUXIEME NIVEAU MARCHAND NOUVEAU

La résultante de la contradiction pourrait conduire, à renforcer toutes les tendances à rechercher la diminution du coût marchand des productions accrues, pour augmenter de façon absolue la différence qu'est le profit, dans le secteur privé, ou encore la différence que constitue la somme des profits et des prélèvements sociaux (internes et externes) dans le secteur public surtout.

Mais si les luttes infléchissent suffisamment les gestions, la résultante pourrait, en outre, être une incitation à comprimer davantage les coûts au niveau des dépenses de travail mort (et des accumulations financières) favorisant au contraire qualification de l'emploi et recherche.

Il pourrait y avoir aussi une pression pour limiter l'accumulation du capital en fortunes privées, dans la mesure où cette accumulation est non porteuse de valeur ajoutée produite en quantité suffisante, favorisant l'emploi et la consommation.

● ASPECTS STRUCTURELS DU REcul DE LA DOMINATION DES CRITERES CAPITALISTES.

En ce qui concerne les entreprises nationalisées, la contradiction entre la limitation des tarifs d'un côté et les poids des achats en matériel de l'autre, visant à élever dans les deux cas la rentabilité et l'accumulation capitaliste privée des acheteurs et fournisseurs, éclate dans la crise, tendant à rendre plus difficile le financement des entreprises publiques.

On connaît les tentatives concernant à la fois un certain relèvement différencié des tarifs et un certain freinage des investissements des entreprises publiques, visant à diminuer leurs prélèvements financiers, au bénéfice indirect du sec-

teur privé, mais tendant aussi à la détérioration des effets de soutien direct du secteur privé et de l'économie.

Viser systématiquement à réduire, dans les entreprises nationalisées et industrielles l'accumulation en moyens matériels (et financiers) **par rapport** à la valeur ajoutée produite, en favorisant des investissements moins coûteux, l'emploi, la qualification et la recherche, permettrait une stimulation nouvelle de l'économie et des économies de financement. Cela signifierait, certes, moins de transfert de plus-value par le biais d'achats de moyens de production, au secteur capitaliste privé. Mais ce secteur privé sera réduit par l'extension des nationalisations et il connaîtra l'intervention nouvelle des travailleurs et des nationalisations.

Les secteurs publics industriel et financier étendus pourraient contribuer bien davantage au développement du débouché au compte des consommations individuelles et collectives, favorisant la reprise du débouché global sur la base d'un nouveau type de croissance de la productivité.

Des profits et de l'accumulation privés à l'échelle nationale seraient cependant tout à fait possibles, en y incluant le redressement dans les P.M.E. de toute sorte, avec le relèvement des taux de croissance de la production et du débouché. La croissance du profit et du capital privés (ainsi que celle du capital matériel public d'ailleurs) devrait toutefois pouvoir être limitée **relativement** à celle de la valeur ajoutée, et donc à la valeur ajoutée disponible pour les hommes et la société.

Un premier ensemble de limitations immédiates concernerait les capitalistes qui (en étant propriétaires dans les grandes entreprises d'un pourcentage souvent réduit du capital total) dominent les entreprises, dont les pouvoirs de gestion seraient limités et tendraient à être de plus en plus partagés avec les travailleurs.

Les critères nouveaux proposés ne sont pas dirigés de façon doctrinaire contre les critères de type capitaliste, en appelant les travailleurs à

élever la valeur ajoutée produite tout en diminuant le travail mort accumulé correspondant parce que le plan l'aurait décidé. Les critères et surtout les critères développés dérivés, comme tout spécialement le critère de Vad/investissement, ou VAd/emploi visent plus profondément à aider les travailleurs à dévoiler, à mettre au grand jour, comme dans la formule des diverses sous-tractions conduisant à la VAd, les antagonismes sociaux et les contradictions matérielles objectives, cachés derrière les choix.

Il s'agit d'augmenter cette conscience et cette capacité de choix en situant l'intervention à la fois dans l'entreprise, depuis des conseils d'ateliers articulés sur les pouvoirs nouveaux du C.E. et aussi au niveau de concertation inter-entreprises des C.E. de la branche ou de la région, ou encore des C.E. avec les conseils des travailleurs et les conseils de gestion en dehors de la production.

● CONTRADICTIONS ET ARTICULATIONS ENTRE LE DEUXIEME NIVEAU ET LE TROISIEME NIVEAU NON MARCHAND : APERÇU

Les contradictions entre le niveau capitaliste privé et le niveau marchand nouveau, au lieu d'être antagonistes au point d'annuler l'influence du deuxième niveau peuvent être dépassées à travers les luttes dans un mouvement d'ensemble nouveau.

Or, dans le guidage de ce dépassement, lui-même évolutif, on pourrait s'appuyer sur un troisième niveau, celui des mesures directes de type non marchand, avec en particulier des mesures en travail et non en prix s'appuyant sur des évolutions de la productivité du travail total.

Toute une comptabilité en temps social total dans la production et hors la production, devrait pouvoir être développée, en liaison avec des analyses de toutes les activités de la population (8).

P. B.

(8) Pour plus de détails et quelques hypothèses nouvelles, voir l'étude publiée dans *Issues* N° 11, comme d'ailleurs pour l'ensemble de cet article.